NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1281
16 janvier 1978

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-quatrième session
Point 26 de l'ordre du jour provisoire

# ELECTION DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

## Note du Secrétaire général

1. A sa trente et unième session, le 6 mars 1975, la Commission des droits de l'homme a élu pour une période de trois ans 26 membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités 1/.

2. Le mandat des membres susmentionnés de la Sous-Commission ayant expiré, la Commission des droits de l'homme est appelée à procéder à une nouvelle élection.

3. La procédure d'élection des membres de la Sous-Commission est régie par les dispositions suivantes :

i) A sa première session (janvier-février 1947), la Commission a décidé :

"a) que la Sous-Commission se composera de ... personnes choisies par la Commission en consultation avec le Secrétaire général, et sous réserve du consentement des gouvernements dont ces personnes sont ressortissantes;"

"b) qu'une personne au plus sera choisie dans un pays donné;" 2/

ii) Le 31 mai 1968, le Conseil économique et social a adopté sa résolution 1334 (XLIV) relative à la composition de la Sous-Commission, qui est ainsi conçue :

"Le Conseil économique et social,

Notant la résolution 9 (XXIV) de la Commission des droits de l'homme,

Souhaitant une plus large représentation des différents systèmes juridiques, régions et cultures, ainsi qu'une représentation géographique équitable dans la composition de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

---

1/ Pour la liste des membres, voir l'annexe II.

2/ Documents officiels du Conseil économique et social, quatrième session, Supplément No 3, par. 20.

1. Décide de porter à 26, à partir de 1969, le nombre des membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

2. Prie la Commission des droits de l'homme d'élire, à sa vingt-cinquième session, 26 membres de la Sous-Commission parmi les experts nommés par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sur la base suivante :

| | |
|---|---|
| Etats d'Afrique et d'Asie | 12 membres; |
| Etats d'Europe occidentale et autres Etats | 6 membres; |
| Etats d'Amérique latine | 5 membres; |
| Etats d'Europe orientale | 3 membres." |

4. Le 10 novembre 1977, le Secrétaire général a adressé aux gouvernements une note verbale dans laquelle il leur demandait de soumettre à la Commission des droits de l'homme, à sa trente-quatrième session, des propositions de candidatures d'experts en vue de l'élection des membres de la Sous-Commission.

5. Au 1er janvier 1978, le Secrétaire général avait reçu des propositions de candidature à la Sous-Commission émanant des gouvernements suivants : Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Côte d'Ivoire, Equateur, Egypte, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Inde, Irak, Italie, Jordanie, Maroc, Mauritanie, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Pérou, République arabe syrienne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Turquie.

6. Les Gouvernements de l'Arabie Saoudite, des Maldives, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, des Seychelles et du Samoa-occidental ont fait savoir qu'ils n'avaient pas de candidature à proposer. Les communications et propositions de candidature supplémentaires qui seront reçues des gouvernements seront distribuées en tant qu'additifs au présent document.

7. On trouvera ci-après les propositions de candidature reçues à ce jour, accompagnées du curriculum vitae fourni par le gouvernement présentant la candidature :

| | |
|---|---|
| M. Mario Amadeo | (Argentine) |
| M. Antonio Cassese | (Italie) |
| M. Gilberto Chacón Pazos | (Guatemala) |
| M. Abu Sayeed Chowdhury | (Bangladesh) |
| Mme Erica-Irène Daes | (Grèce) |
| M. Abdullah Fikri El Khani | (République arabe syrienne) |
| M. Raúl Ferrero Costa | (Pérou) |
| M. Hicri Fisek | (Turquie) |
| M. Manouchehr Ganji | (Iran) |
| M. Ibrahim Jimeta | (Nigéria) |
| M. Ahmed Khalifa | (Egypte) |
| M. José Martínez Cobo | (Equateur) |

| | |
|---|---|
| M. Ernesto Navarro Richardson | (Nicaragua) |
| M. Erik Nettel | (Autriche) |
| M. Kwadwo Faka Nyamekye | (Ghana) |
| M. Gonzalo Ortiz Martín | (Costa Rica) |
| M. Sharifuddin Pirzada | (Pakistan) |
| Mme Nicole Questiaux | (France) |
| M. Waleed Sadi | (Jordanie) |
| M. Marc Schreiber | (Belgique) |
| M. Taki Ould Sidi | (Mauritanie) |
| M. L. M. Singhvi | (Inde) |
| M. Arsène Assouan Usher | (Côte d'Ivoire) |
| Mme Halima Embarek Warzazi | (Maroc) |
| M. Benjamin Whitaker | (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) |
| M. Basil Yussif | (Irak) |

Annexe I

CURRICULUM VITAE

M. MARIO AMADEO

(Candidature proposée par le Gouvernement argentin)

Date et lieu de naissance : 15 janvier 1911, Buenos Aires (République Argentine).

Situation de famille : marié.

Adresse : Paraná 1195, 1018 Buenos Aires, République Argentine.

Titres : diplôme d'avocat de l'Université de Buenos Aires (1934).

Carrière diplomatique :

- Secrétaire de l'ambassade d'Argentine au Saint-Siège (1939-1940), en Uruguay (1940-1941) et au Chili (1943-1944).
- Directeur des affaires intérieures au Ministère des affaires étrangères (1941-1943).
- Directeur des affaires politiques au Ministère des affaires étrangères (1944-1945).
- Ministre des affaires étrangères et du culte (1955).
- Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies (1958-1962) : en cette qualité, M. Amadeo a prononcé un discours sur la nécessité pour l'Organisation mondiale d'adopter des mesures d'urgence visant à faire respecter les droits de l'homme dans l'ex-Congo belge (Zaïre), étant donné les atrocités qui étaient commises dans cette région par toutes les parties belligérantes.
- Ambassadeur au Brésil (1966-1969).
- Membre de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (1959-1961) : à titre personnel et sur proposition de René Cassin (auteur de la Déclaration universelle des droits de l'homme), M. Amadeo a été élu à l'unanimité Président de la Commission (1960). Au cours de son mandat, il a joué un rôle fondamental dans l'élaboration d'un projet de déclaration sur le thème : "Le respect des convictions, garantie essentielle de la paix".

Activités pédagogiques et culturelles :

- Professeur assistant de droit international public à la Faculté de droit et de sciences sociales et à la Faculté de sciences économiques de l'Université de Buenos Aires (1947-1953).
- Professeur titulaire de la chaire de droit international public à l'Université catholique argentine (1969-1973).
- Professeur de politique internationale à l'Institut argentin de culture hispánique (1969-1973).
- Directeur du bulletin de la Faculté de droit de l'Université de Buenos Aires (1948-1952).
- Membre titulaire de l'Institut hispano-lusitano-américain de droit international, Président du sixième Congrès de l'Institut (1969).
- Membre honoraire de l'Institut des avocats brésiliens, membre correspondant de l'Académie brésilienne des belles-lettres, membre titulaire de la Commission

pontificale "Justice et paix" (1972-1976); durant les quatre années où il a été membre de cette Commission, M. Amadeo a fait partie de la Sous-Commission des droits de l'homme.

Principales publications :

- "Por una convivencia internacional" (1954).
- "Ayer, hoy y mañana" (1956).
- "Política internacional : los principios y los principios" (1970); cet ouvrage comprend un chapitre de 30 pages intitulé "La protección de los derechos humanos".
- "La persona humana en el derecho internacional público" (1971).
- "La opción argentina" (analyse du terrorisme comme phénomène intérieur et comme phénomène de caractère international) (1974).
- "Los derechos humanos en el mundo actual" (essai publié par la revue "Carta política" dans son numéro de mai 1977).
- "Al día siguiente" (1955), "Frente a los hechos" (1956) et "El camino de recuperación" (1972) : plaquettes où la question des droits de l'homme est abordée dans le contexte des problèmes de l'Argentine.

M. ANTONIO CASSESE

(Candidature proposée par le Gouvernement italien)

Né en Italie, le 1er janvier 1937

1964-1974 : Professeur de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Pise; Directeur de l'Institut du droit et des relations internationales de Pise.

Depuis 1975 : Cours sur les organisations internationales à la Faculté de science politique "Cesare Alfieri", de l'Université de Florence.

Membre de la délégation italienne au cycle d'études sur la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels (Varsovie, 1967), à la Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran, 1968) et à la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme (1972-1975).

Suppléant du représentant de l'Italie à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en 1971, 1973, 1974 et 1976.

Représentant de l'Italie à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en 1977.

Membre de la délégation italienne aux première et deuxième Conférences d'experts gouvernementaux sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés (Genève, 1971 et 1972) et à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés (Genève, 1974, 1975 et 1976).

Membre de la délégation italienne à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1974 et en 1975.

Rapporteur de la Table ronde sur la protection des droits de l'homme en Europe (Université de Bari, 1973) et de la Table ronde du Conseil de l'Europe sur l'assistance judiciaire aux indigents (Leiden, 1976).

L'un des rédacteurs de l'"Annuaire italien du droit international".

Auteur de nombreuses publications (livres et articles) sur le droit international (la liste ci-jointe indique celles qui concernent particulièrement les droits de l'homme).

Liste des principales publications relatives aux droits de l'homme

- Le contrôle international du droit de s'affilier à un syndicat (en italien), 1966.
- La mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur la discrimination raciale (en italien), dans "Rivista di diritto internazionale", 1967.

- La Conférence de Téhéran sur les droits de l'homme (en italien), dans "Rivista di diritto internazionale", 1968.
- L'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur la discrimination raciale (en italien), dans "Rivista di diritto internazionale", 1969.
- Le statut juridique de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme en droit italien (en italien), dans "Rivista di diritto internazionale privato e processuale", 1969.
- Le rôle de l'individu dans le droit international (en italien), dans "Enciclopedia del diritto", 1970.
- L'action des Nations Unies contre l'apartheid (en italien), dans "La Comunitá internazionale", 1970.
- La recevabilité par l'Organisation des Nations Unies des communications relatives aux violations des droits de l'homme, dans "Human Rights Journal", 1972.
- Le droit de recours individuel devant la Commission européenne des droits de l'homme, dans "Les clauses facultatives de la Convention européenne des droits de l'homme", 1974.
- La nouvelle procédure des Nations Unies pour le traitement des violations flagrantes des droits de l'homme, dans "La Comunitá internazionale", 1975.
- La non-extradition des étrangers pour délit politique dans la Constitution italienne, dans l'"Annuaire italien de droit international", I, 1975.
- La protection internationale du droit de quitter tout pays et de revenir dans son pays dans "Studi in onore di M. Udina", 1975.
- Les services juridiques existant en Italie pour les indigents, en particulier dans les zones urbaines, Conseil de l'Europe, 1976.

M. GILBERTO CHACON PAZOS

(Candidature proposée par le Gouvernement guatémaltèque)

Curriculum-vitae

| | | |
|---|---|---|
| Lieu et date de naissance | : | Guatemala, 26 juillet 1920 |
| Etat civil | : | Marié, père de trois enfants |
| Profession | : | Avocat et notaire, spécialisé dans le droit international et le service diplomatique |
| Etudes secondaires | : | Dans des instituts à Guatemala |
| Etudes universitaires | : | A la Faculté des sciences juridiques et sociales de l'Université San Carlos de Guatemala |
| Titres | : | Diplômes en science et en lettres, avocat et notaire |
| Autres études spécialisées | : | A suivi, avec ~~une bourse~~, le ~~cours sur le droit~~ des traités qui a eu lieu en avril 1970, pendant la session de l'Académie de droit international de La Haye qui s'est tenue à Mexico |
| Rang diplomatique | : | Après avoir satisfait aux conditions requises par la loi, est entré dans la carrière diplomatique, a été inscrit au tableau d'avancement, a été promu comme diplomate de carrière au rang d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire |

Fonctions publiques exercées

Secrétaire général de l'Université San Carlos de Guatemala

Conseiller au Ministère des relations extérieures du Guatemala

Sous-directeur des affaires juridiques au Ministère des relations extérieures du Guatemala

Directeur des affaires juridiques au Ministère des relations extérieures du Guatemala

Fonctions de représentant officiel exercées

A représenté le Gouvernement guatémaltèque dans les négociations sur de multiples conventions et traités internationaux, bilatéraux et multilatéraux et, en qualité de délégué ou de chef de délégation, à de nombreuses réunions et conférences internationales centraméricaines, interaméricaines et mondiales

Activités dans l'enseignement

Cours sur le droit constitutionnel et la théorie de l'Etat à l'Université San Carlos de Guatemala

Mêmes cours donnés à l'Université Rafael Landívar de Guatemala

Membre du Conseil de la Faculté des sciences juridiques et sociales de l'Université Rafael Landívar

Conseiller à la Faculté de droit de l'Université Francisco Marroquín de Guatemala

Charges honorifiques

Premier Secrétaire et Trésorier de l'Association guatémaltèque de droit international

Secrétaire, Vice-Président et Membre du Tribunal d'honneur de l'ordre des avocats du Guatemala

Instituts scientifiques dont il est membre

Membre fondateur de l'Association guatémaltèque de droit international

Membre de l'Institut hispano-lusitano-américain de droit international

Membre associé de l'Institut interaméricain d'études internationales

Titres de quelques ouvrages publiés

Las garantías individuales de suguridad (thèse de doctorat), Guatemala, 1948

Aspectos modernos del concepto de soberanía, dans Revista de la Asociación guatemalteca del derecho internacional, Guatemala, 1954

Integracíon politica de Centroamérica. Le fédéralisme dans les Constitutions de l'Amérique centrale. Guatemala, 1966

Los tratados en el derecho constitutional guatemalteco. Guatemala, 1971.

A collaboré, par des articles sur des questions de droit international, à des journaux et revues réputés nationaux et étrangers.

M. ABU SAYEED CHOWDHURY

(Candidature proposée par le Gouvernement du Bangladesh)

Né le 31 janvier 1921, le Juge Abu Sayeed Chowdhury a fait ses études au Collège universitaire de la présidence de Calcutta. A obtenu sa licence de lettres et sa licence de droit à l'Université de Calcutta en 1940. A été inscrit au barreau britannique en 1947 par la Lincoln's Inn (Faculté de droit). Pendant ses études, a été Secrétaire général de l'Union du Collège de la présidence et président de la filiale britannique de la All-India Muslim Students Federation.

Principales étapes de sa carrière :

Avocat général de l'ancien Pakistan oriental : mars 1960;

Membre de la Commission constitutionnelle : 1960-1961;

Juge à la Haute Cour de Dacca : 1961-1971;

Membre de l'(ancienne) délégation pakistanaise à la quatorzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies;

Membre de la Commission du droit des sociétés : 1959;

Président du Conseil central pour le développement du Bengale : 1963-1968;

Chef de l'(ancienne) délégation pakistanaise à la deuxième Assemblée mondiale des juges et à la quatrième Conférence mondiale sur la paix par le droit, tenue à Bangkok en septembre 1969;

Vice-Chancelier de l'Université de Dacca, outre ses fonctions de juge à la Haute Cour : novembre 1969 à mars 1971;

Membre de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies : janvier 1971;

Pendant la guerre de libération du Bangladesh, a été le représentant spécial du Gouvernement du Bangladesh à l'étranger et à l'Organisation des Nations Unies;

Président de la République populaire du Bangladesh de janvier 1972 à décembre 1973;

Représentant spécial du Gouvernement du Bangladesh à Genève : décembre 1973 à août 1975;

Est devenu Ministre des transports maritimes, des ports et de la navigation intérieure, puis Ministre des affaires étrangères.

Mme ERICA-IRENE A. DAES

(Candidature proposée par le Gouvernement grec)

| | |
|---|---|
| Date et lieu de naissance : | 18 septembre 1925 à Chania, en Crète (Grèce) |
| Nationalité : | grecque |
| Etat civil : | Epouse d'Asterios A. Daes, Président de la Cour suprême de vérification des comptes de la Grèce, ancien ministre des finances, ancien ministre des communications et des transports |
| Adresse permanente : | 20, rue de Justinien, Politeia-Kifissia, Athènes (Grèce) Tel : 80.13575 et 80.80905 |
| Etudes et expérience : | |
| 1945-1954 | A étudié à l'Université d'Athènes (licence de droit et licence de sciences politiques et économiques), à l'Université d'Heidelberg, à l'Université de Cambridge et à l'Académie de droit international de La Haye. |
| 1967 | Doctorat à la Faculté de droit de l'Université d'Athènes |
| depuis 1952 | Avocate à la Cour suprême de Grèce. Membre du barreau athénien. Membre de l'Institut hellénique de droit international et de droit étranger. Collaboratrice de la Revue hellénique de droit international. Membre du London Institute of World Affairs |
| 1946-1948 | Administratrice de la section grecque du World Student Fund |
| 1950-1956 | Secrétaire générale de l'Association panhellénique des femmes du parti libéral grec |
| 1952-1974 | Avocate à l'Agence publique de l'énergie et directrice de la Revue juridique de cette agence (a été démise de ses fonctions de 1968 à septembre 1974 par le régime dictatorial et y a été réintégrée par le Gouvernement démocratique de l'unité nationale, le 14 septembre 1974. Son licenciement avait eu des raisons purement politiques). |
| Activité bénévole depuis 1950 : | Membre de la Croix-Rouge hellénique. Membre des conseils d'administration de divers hospices, bureaux de bienfaisance, organisations sociales et scientifiques. |
| Travaux législatifs préparatoires : 1965-1966 | Membre des comités du Ministère de la justice, chargés d'élaborer des projets de lois, des textes législatifs, etc. |

Organisations, institutions, conférences, etc. internationales

| | |
|---|---|
| Depuis 1965 | - Membre du British Institute of international and comparative law |
| | - Membre du Centre de la paix mondiale par le droit |
| Depuis 1972 | - Membre de l'American Society of International law |
| | - Membre de l'Association de droit international |
| 1964 | - Vice-Présidente du Conseil d'administration de l'Association des élèves et anciens élèves de l'Académie de droit international de La Haye |
| Depuis 1964 | - Représentante de la Grèce à différentes conférences internationales, symposiums, etc. |
| 1972 | - A participé à titre personnel au Colloque d'Uppsala sur le droit de quitter tout pays et de revenir dans son pays |
| 1966-1967 | - Vice-Présidente de la Fédération internationale des femmes juristes et à ce jour membre de cette Fédération |

Organisations régionales : Conseil de l'Europe

| | |
|---|---|
| 1960-1965 | - Représentante de la Grèce à la Commission des questions sociales du Conseil de l'Europe |
| 1963-1964 | - Elue membre du Groupe de travail chargé de rédiger le texte de la Convention européenne en matière d'adoption des enfants et celui de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international |
| 1965 | - A participé à la deuxième Conférence internationale concernant la Convention européenne des droits de l'homme (Vienne) |
| 1977 | - Représentante de la Grèce à la Conférence ministérielle européenne sur le droit de la famille (Vienne) |

Autres activités :

| | |
|---|---|
| Depuis 1976 | - Présidente de la Commission juridique de la Fédération internationale des jeunesses musicales (Bruxelles) |

Activités au sein de l'Organisation des Nations Unies

| | |
|---|---|
| Depuis 1965 | - Représentante de la Grèce aux troisième et sixième commissions de la vingt et unième session de l'Assemblée générale |
| | - Membre de la délégation grecque aux vingt-troisième, vingt-quatrième, vingt-cinquième, vingt-sixième et vingt-septième sessions de l'Assemblée générale. |

| | |
|---|---|
| | - Vice-Présidente de la Troisième Commission de la vingt-septième session de l'Assemblée générale. |
| | - Membre de plusieurs groupes de travail établis par la Troisième Commission en vue de l'élaboration d'un projet de dispositions pour la mise en oeuvre des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. |
| | - Membre de la Commission du développement social (à ses quatorzième, quinzième et seizième sessions). Membre du Groupe de travail chargé de rédiger le texte de la déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social. |
| | - Représentante de la Grèce au Comité social du Conseil économique et social et aux séances plénières de celui-ci lors de nombreuses sessions. |
| | - Membre de la Commission de la condition de la femme. |
| | - Présidente du Groupe de travail chargé d'élaborer le Programme des Nations Unies pour l'Année internationale de la femme. |
| 1972-1974 | - Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités |
| | - Membre du Groupe de travail chargé d'étudier les aspects juridiques, politiques, économiques, sociaux et culturels du droit à l'autodétermination. |
| | - Présidente du Groupe de travail qui a élaboré le programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. |
| 1973 | - Vice-Présidente de la vingt-sixième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. |
| | - A participé au cycle d'études des Nations Unies sur la mise en oeuvre des droits économiques et sociaux. |
| | - A participé au cycle d'études des Nations Unies sur les problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement (Nicosie, Chypre). |
| Depuis 1974 | - Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités pour la préparation d'une étude sur l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. |

Enseignement et conférences

Conférences sur des questions de droit international concernant en particulier la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Déclaration et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la protection des minorités, les relations internationales, la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats..., sur les droits et obligations des femmes en droit comparé contemporain, et sur des questions concernant le droit applicable dans les conflits armés.

Ecrits et publications (en grec et en anglais)

- Dissolution de l'adoption (p. XVI+ 253), 1967.
- Etude comparative sur la dissolution de l'adoption.
- Nul ne peut transférer un meilleur titre qu'il n'a lui-même (étude comparative présentée à l'Académie d'Athènes en 1970).
- La Charte sociale européenne et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
- Etude sur la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.
- Analyse des principes fondamentaux de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.
- Comparaison entre les diverses législations des Etats membres de la Communauté économique européenne.
- Le droit au travail, un des droits de l'homme.
- Restrictions et limitations aux droits de l'homme (étude publiée par l'Institut international des droits de l'homme) dans René Cassin Amic. Discipulorumque Liber., vol. III, Paris 1971.
- Protection des minorités en application de la Charte internationale des droits de l'homme et de la Convention sur le génocide (Festschrift für P. Zepos - XENION, vol. II, Athenes-Freiburg), 1973.
- Plusieurs articles et critiques de livres parus dans des revues, bulletins et journaux de droit grecs et étrangers.

En cours d'impression

a) Principes généraux de droit (article 38, paragraphe 1 c) du Statut de la Cour internationale de justice.

b) Définition du "conflit armé" en droit international. Etude pour le London Institute of World Affairs.

Organisation des Nations Unies

Rapports

Projets de textes pour l'étude intitulée "Les devoirs de l'individu envers la communauté et les limitations des droits et libertés de l'homme en vertu de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme".

Documents :

a) E/CN.4/Sub.2/L.627 (4.7.1975)

b) E/CN.4/Sub.2/L.642 et Add. 1 à 3 (3.8.1976)

c) E/CN.4/Sub.2/L.642/Add.4 et 5 (5.7.1977)

Distinction 1945

- Décernée par le Quartier général des forces alliées du Moyen-Orient pour les "services qu'elle a rendus à la cause de la libération de l'Europe", en qualité de membre actif du mouvement de libération nationale dans l'île de Crète au cours de la deuxième guerre mondiale.
- Distinction conférée également par le Ministre de la défense nationale (Décision ministérielle No 483/72/863889) au titre de combattante de la liberté (Doss. 124866), pendant la deuxième guerre mondiale.

Remerciements par l'Organisation des Nations Unies :

décembre 1972

Le Président de l'Assemblée générale (S. Exc. M. Stanislaw Trepczynski, Pologne) a vivement félicité Mme Daes "pour l'aide généreuse et le précieux concours qu'elle a apportés à la conduite efficace des débats de la vingt-septième session de l'Assemblée générale".

M. ABDULLAH FIKRI EL KHANI

(Candidature proposée par le Gouvernement de la République arabe syrienne)

Né à Damas (Syrie) en 1925

Marié, père de deux filles

Titre universitaires :

- Diplôme en Sciences Politiques et Philosophie de l'Université américaine de Beyrouth.
- Licence en Droit de l'Université de Damas.

Etudes post universitaires :

- Université française de Beyrouth, Faculté de Droit (L.L.D.)
- Etudes comparatives d'administration publique de protocole et de structure des Ministères des affaires étrangères à Paris et à Londres.

Fonctions antérieures :

1947-1948 - Avocat à la Cour

1949-1958 - Haut fonctionnaire du Palais de la Présidence de la République
- Chef du Département administratif
- Chef du Protocole
- Directeur général des affaires politiques
- Secrétaire général a.i.

1972-1976 - Ministre du Tourisme

1973-1974 - Ministre des affaires étrangères a.i. à deux reprises.

Fonctions au Ministère des Affaires étrangères :

1958-1969 - Ministre conseiller puis Ministre plénipotentiaire et Chargé d'affaires (Madrid, Bruxelles, Ankara, Londres et Paris).

1969-1972 - Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères.

dès 1976 - Vice-Ministre des affaires étrangères.

Autres fonctions :

1966-1969 - Représentant permanent de la République arabe syrienne à l'UNESCO à Paris.

1970 - Chef de la Délégation de la République arabe syrienne à la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la session spéciale du Conseil de sécurité.

1973-1975 - Chargé de plusieurs missions auprès de chefs d'Etat et de Gouvernement en qualité d'Envoyé spécial du Président de la République.

1973 - Chef de la délégation arabe syrienne à la Conférence internationale du Tourisme à Caracas.

1973 - Chef de la délégation arabe syrienne au Congrès de la fédération des arabes américains à Buenos-Aires.

1973 - Président de la seconde conférence arabe des Ministres du Tourisme à Damas.

Décorations :

- l'Ordre du Mérite syrien, première catégorie
- l'Ordre du Mérite égyptien, première catégorie
- l'Ordre de la République égyptien, troisième catégorie
- l'Ordre de l'indépendance jordanien, deuxième catégorie
- l'Ordre du Mérite de l'Argentine, première catégorie
- l'Ordre du Mérite de l'Indonésie, première catégorie
- la Médaille de bronze de sa Sainteté le Pape PAUL VI

Langues :

- Arabe, français, anglais, espagnol

M. RAUL FERRERO COSTA

(Candidature présentée par le Gouvernement péruvien)

Né le 17 mars 1941. Etudes de lettres et de droit à l'Université catholique de Lima. Diplôme d'avocat en 1965.

A travaillé au Département juridique de Grace et Compagnie de 1959 à 1966.

Professeur d'histoire universelle et de géographie péruvienne au Collège universitaire "Antonio Raimondi" de 1959 à 1962. Conseiller municipal de Lima en 1963. Conseiller juridique du syndicat des travailleurs du commerce de détail depuis 1964. Président de l'Association artistique et culturelle "JUEVES" de Lima.

En 1966, s'est rendu au Royaume-Uni où il a suivi les cours d'économie à la London School of Economics, ainsi qu'un cours de développement administratif et économique à l'Université de Leeds.

Conseiller juridique de la Sécurité sociale du Pérou de 1967 à 1969. Avocat à l'Etude Ferrero depuis 1967. Conseiller juridique de la compagnie d'assurance "Atlas" et de l'Association péruvienne des entreprises d'assurance depuis 1968. Conseiller et membre du Conseil d'administration de diverses entreprises industrielles et commerciales situées à Lima. Membre de diverses commissions consultatives de l'Ordre des avocats de Lima.

A représenté l'Association des assureurs du Pérou au premier Congrès interaméricain de l'assurance-crédit à l'exportation qui s'est tenu à Bogota, en 1970. A fait partie de la délégation péruvienne, en qualité de rapporteur, à la première réunion des assureurs du Groupe andin, qui s'est tenue à Lima en septembre 1970.

Représentant de l'Association des assureurs du Pérou lors du voyage d'étude sur les systèmes d'assurance-crédit à l'exportation qu'il a fait en France, en Allemagne, en Hollande, en Angleterre, au Canada et au Mexique, sous les auspices de la Banque interaméricaine de développement.

A enseigné le droit civil à l'Université nationale supérieure de San Marcos.

A reçu le titre de docteur en droit à l'Université nationale supérieure de San Marcos en 1974, avec la mention la plus élogieuse et l'autorisation de publier sa thèse.

A publié entre autres ouvrages juridiques "El Negocio Jurídico", "El Seguro de Credito a la Exportación", "Los Derechos Humanos", etc.

A travaillé à la Division des droits de l'homme comme fonctionnaire de l'Office des Nations Unies à Genève, de février 1975 à février 1977.

A été membre du secrétariat de la Commission des droits de l'homme lors de la session de février 1976. A exercé aussi les fonctions de secrétaire de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités pendant sa session d'août 1976.

A été secrétaire du Groupe de travail chargé d'étudier la violation des droits de l'homme au Chili, et à ce titre a participé à la rédaction de deux des rapports qui ont été présentés à l'Assemblée générale.

A assisté au Colloque sur le droit international et le développement qui s'est tenu en Algérie en octobre 1976.

A été invité par la Société française pour le droit international au colloque sur "la circulation des informations dans le domaine du droit international" qui a eu lieu à Strasbourg (France) au début du mois de juin 1977.

M. HICRI FISEK

(candidature proposée par le Gouvernement turc)

Date de naissance : 22 septembre 1918

Lieu de naissance : Izmir

Occupation actuelle : Président de la Chaire de droit international privé à l'Université d'Ankara

Carrière académique et professionnelle :

- Diplômé de la Faculté de droit de l'Université d'Ankara en 1941
- Docteur en droit, Université de Neuchâtel - Suisse, 1948
- Assistant-professeur de droit international privé à la Faculté de droit de l'Université d'Ankara, 1949
- Service militaire, 1951 (juge militaire au 3ème Corps d'armée à Erzurum)
- Agrégé en 1952
- Recherche scientifique à l'Ecole supérieure de droit et de l'administration publique de l'Université de New York, 1955-1956
- Professeur en 1961
- A enseigné le droit international privé pendant un semestre à l'Université technique du Moyen-Orient à Ankara en 1961
- Doyen de la Faculté de droit de l'Université d'Ankara de 1962 à 1964
- Chevalier de la Légion d'Honneur en 1964
- A participé à plusieurs activités sur l'enseignement supérieur dans différents comités, conférences et groupes de travail au sein du Conseil de l'Europe
- Professeur-hôte de droit international privé et de droit comparatif à la Faculté de droit de l'Université de Strasbourg, 1967-1969
- Docteur Honoris Causa, Université de Strasbourg en 1974
- Officier de la Légion d'Honneur en 1975
- Membre du Conseil d'administration de l'Université technique du Moyen-Orient à Ankara depuis 1977

Langues étrangères : français, anglais

Etat civil : marié, deux enfants

Publications en français : Liste I

Publications en turc : Liste II.

## Liste I. Publications en français

1. Les maisons d'éducation pour mineurs délinquants en Suisse romande, thèse, Neuchâtel, 1948.

2. Les effets de la naturalisation sur la nationalité des enfants mineurs en droit turc (Revue turque de droit international privé, vol. I, No 2, p. 11, Ankara, 1949).

3. L'acquisition de la nationalité turque (The Turkish Yearbook of International Relations, vol. V, p. 110, Ankara, 1964).

4. Les différentes étapes du régime démocratique en Turquie (Turcica, vol. I, No 1, p. 39, Strasbourg, 1967).

5. La filiation légitime en droit turc (Revue juridique et politique - Indépendance et coopération - vol. XXXI, No 2, p. 925, Paris, 1977).

## Liste II. Publications en turc

1. Nesebin tashihi (La légitimation) (auhfd - Revue de la Faculté de droit de l'Université d'Ankara - v. VIII, No 3-4, p. 555, Ankara, 1953).

2. Yabancilarin gaipliği (l'Absence des étrangers) (revue du Barreau d'Ankara, 1953, p. 35).

3. Cayrisahih nesepten doğan kanun ihtilâflari (Conflits des lois en matière de la filiation illégitime), Ankara, 1954.

4. Insan Haklari Evrensel Beyannamesinin 16 nci maddesi ve Türk Mevzuati (l'Article 16 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Législation turque) (Insan Haklari Yilliği - Annales de droit de l'homme - 1954, p. 225, Ankara, 1954).

5. Avukatlik mesleği ile ilgili bir anket (Une enquête sur la profession d'avocat) Ankara, 1957.

6. Türk hukukunda yabanci ile evlenme (Le mariage avec un étranger en droit turc) (Form, V. VIII, No 95, P. on Ankara 1958).

7. Türk vatandaşlik hukuku (Le droit de nationalité turque), Ankara, 1959.

8. Anayasa ve vatandaşlik (La constitution et la nationalité), Ankara, 1961.

9. Demokratik bir cemiyette Hukukcunun rotü (Le rôle du juriste dans une société démocratique) (auhfd, V. XVIII, No 1-4, p. 413, Ankara, 1961).

10. Devletler hususi hukuku ders notlari (Cours de droit international privé), Ankara, 1972 - polycopie.

11. Vatandaşliğa alinmanin iptali (Le retrait du décret de la naturalisation) (prof. O. Berki'ye armağan p. 373), Ankara, 1977.

M. MANOUCHEHR GANJI

(Candidature proposée par le Gouvernement iranien)

Date de naissance : 7 juin 1931

Diplômes universitaires :

Bachelor of Arts et Master of Arts en sciences politiques et en relations internationales, Université du Kentucky (Etats-Unis d'Amérique).
Doctorat en droit international, Institut d'études internationales de Genève (Suisse).
Diplôme de droit international, Université de Cambridge (Angleterre).

Fonctions exercées :

- Actuellement Ministre de l'éducation et des sciences
- Cours sur le droit international et les organisations internationales à la Faculté de droit de l'Université de Téhéran; Conseiller du Premier Ministre (1973 à novembre 1976)
- Doyen de la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Téhéran (1969-1971)
- Secrétaire général du Centre d'études supérieures, de recherche et de formation pour les questions internationales, Université de Téhéran (1966-1969)
- Secrétaire général du Comité iranien des droits de l'homme (1967-1969)
- Membre de la Commission des droits de l'homme (Nations Unies) depuis 1976
- Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités (Nations Unies) depuis 1974
- Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme (Nations Unies) chargé de préparer une étude sur la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels dans les Etats Membres de l'ONU; rapport figurant dans les documents E/CN.4/1108/Add.1-9 et E/CN.4/1131
- Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies chargé de l'établissement d'un rapport sur l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe (1967 et 1968); rapports figurant dans les documents E/CN.4/949/Add.1 à 8 et E/CN.4/979/Add.1 à 7
- Membre de la Commission des droits de l'homme de l'Association de droit international
- Membre du Séminaire d'experts du droit international chargé d'étudier la question du droit d'asile territorial (Bellagio, Italie, avril 1971)
- Membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, Organisation internationale du Travail, septembre 1961, septembre 1962, Genève (Suisse)
- Membre du Secrétariat de l'ONU, Division des droits de l'homme, New York, février 1963-janvier 1966.

- Membre du Comité exécutif de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (1961-1963)
- Représentant de l'Iran à la troisième commission de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Genève, 1958)
- Conseiller juridique de la délégation iranienne à la deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Genève, 1960)
- Adjoint au représentant de l'Iran à la session de 1957 de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (mars-avril 1957)
- Secrétaire général de la délégation iranienne à la Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran, 1968)
- Membre suppléant de la délégation iranienne à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (sessions de 1967, 1968 et 1973)
- Membre du Conseil impérial de l'éducation depuis 1976

Fonctions exercées dans l'enseignement :

- Cours sur le droit international et les organisations internationales à la Faculté de droit de l'Université de Téhéran (depuis 1965)
- Cours sur le droit international et les organisations internationales, au Centre d'études et de recherche internationales, à l'Université de Téhéran (depuis 1966)

Publications

1. Livres

- La protection internationale des droits de l'homme (Librairie Droz, Genève, 1962)
- Droit public international, vol. I (en langue persane, Université de Téhéran, 1968)
- L'Organisation des Nations Unies, Théorie et pratique (en langue persane, trois volumes, 1974)

2. Articles

- La première Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Bulletin du Ministère iranien des affaires étrangères, octobre 1958)
- Modalités d'application des mesures de protection internationale des droits de l'homme (Université de Téhéran, Bulletin de la Faculté de droit, volume 1, No 1, 1970)
- Les Nations Unies et le désarmement (Université de Téhéran, Bulletin de la Faculté de droit, volume 1, No 4, 1971). De même que trois autres articles (sur le conflit israélo-arabe, sur les politiques de groupe aux Nations Unies et sur la représentation de la Chine à l'ONU) parus également dans la Revue de droit de l'Université de Téhéran (1971)

M. IBRAHIM S. JIMETA

(candidature proposée par le Gouvernement nigérian)

| | |
|---|---|
| Date de naissance : | 1936 |
| Etat civil : | Marié |
| Nombre d'enfants : | Quatre |
| Nationalité : | Nigériane |
| Etudes : | |
| 1944-1948 | Ecole élémentaire de Jimeta |
| 1949 | Ecole secondaire, Yola |
| 1950-1955 | Ecole secondaire d'Etat de Zaria |
| 1956-1959 | Shoreditch College, London University Institute of Education, Londres |
| Diplômes : | Certificat d'aptitude pédagogique (Teachers Certificate) de l'Université de Londres |
| | Diplôme du Shoreditch College |
| Fonctions exercées : | |
| 29 août 1959 | D'abord chargé des questions d'éducation dans l'administration de la région nord du Nigéria |
| Septembre 1959-décembre 1960 | Administrateur de l'enseignement, école secondaire provinciale, Okene |
| Janvier 1961-septembre 1963 | Chargé des questions concernant les étudiants - Office du représentant du Nigéria du Nord à Londres |
| Octobre 1963-février 1966 | Administrateur principal de l'enseignement, secrétaire par intérim de l'Office des bourses du Nigéria du Nord, Kaduna |
| Février 1966 | Premier secrétaire, Ministère des affaires extérieures, Lagos |
| Mai 1966-janvier 1967 | Premier secrétaire (éducation), Haut Commissariat du Nigéria, Londres |
| Janvier 1967-mai 1968 | Premier secrétaire/chef de la chancellerie, Ambassade du Nigéria, Abidjan (Côte d'Ivoire) |
| Mai 1968-août 1968 | Premier secrétaire, Ministère des affaires étrangères, Lagos |
| Août 1968-décembre 1971 | Premier secrétaire/chef de la chancellerie, Ambassade du Nigéria, Moscou (URSS) |
| Janvier 1972-août 1972 | Chef de la Division internationale, Ministère des affaires extérieures, Lagos |
| Août 1972-mars 1973 | Directeur adjoint, Département des organisations internationales, Ministère des affaires extérieures, Lagos |

| | |
|---|---|
| Mars 1973- décembre 1974 | Ministre/Conseiller, Mission permanente du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York |
| Janvier 1975-avril 1976 | Ministre, Mission permanente du Nigéria auprès des Nations Unies, New York |
| Mai 1976-1977 | Ambassadeur du Nigéria en République du Niger, accrédité également pour la Haute-Volta |
| 1976 et 1977 | Représentant suppléant à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités |
| 1977 | Ambassadeur du Nigéria en Autriche |
| Distractions favorites : | Photographie, musique, art et natation. |

M. AHMED KHALIFA

(Candidature proposée par le Gouvernement égyptien)

Né le 1er octobre 1923

Marié, trois enfants

Dernières fonctions exercées : Ministre des affaires sociales

Précédentes fonctions :
Président du Centre national de la recherche sociale
Professeur et directeur du Centre national de la recherche sociale (Le Caire)
Professeur aux universités du Caire, d'Ein-Shams et de Baghdad

Fonctions exercées actuellement à l'étranger :
1. Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (Nations Unies) (fin du mandat en 1977)
2. Représentant de l'Egypte à la Commission du développement social des Nations Unies (depuis 1966)
3. Membre du Conseil d'administration de la Société internationale de criminologie (Paris)
4. Secrétaire général de l'Association of Social Scientists of the Arab Region, Turkey and Iran (ASSARTI)

Fonctions exercées précédemment sur le plan national :
Vice-Président du Conseil suprême du Croissant-Rouge égyptien.
Membre du Conseil supérieur de la planification familiale.
Président de l'Association générale de la planification familiale.
Membre du Comité présidentiel de la réforme pénale.

Fonctions exercées actuellement sur le plan national :
Membre du Presidential Advisory Council pour les affaires sociales.
Membre du Conseil d'administration de l'Académie des sciences (Egypte)
Président du "Social Science Council" de l'Académie des sciences.
Membre du Conseil national de l'enfance.
Membre du Comité des sciences sociales du Conseil national des arts et des sciences sociales.
Rédacteur en chef de la National Review of Social Sciences, Le Caire.

| | |
|---|---|
| Conférences : | A participé à plusieurs conférences et commissions, ainsi qu'à des réunions et missions scientifiques internationales depuis 1949.<br>A participé en qualité de représentant officiel à de nombreuses réunions internationales ou il a exercé plusieurs fois les fonctions de président, de vice-président ou de rapporteur. A présidé la Conférence africaine des ministres de la protection sociale, qui s'est tenue au Caire en avril 1967. |
| Publications : | Auteur de nombreux ouvrages (livres et essais) publiés en Egypte et à l'étranger. |
| Adresse personnelle : | 18 sh. Hassan Assem<br>Zamalek<br>Le Caire<br>Egypte |

M. JOSE RICARDO MARTINEZ COBO

(Candidature proposée par le Gouvernement équatorien)

Titres universitaires et professionnels :

- Docteur en droit et en sciences sociales - Université centrale de l'Equateur - 1945.
- Docteur en droit, Université nationale, Madrid, 1951.
- Professeur titulaire d'une chaire de sciences sociales, 1953.
- Diplôme de droit international de la Cour internationale de Justice de La Haye, 1950.
- Membre titulaire de l'Académie nationale du Mexique, 1975.

Fonctions diplomatiques :

- Ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, 1954-1955.
- Ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Colombie, 1956.
- Ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Uruguay, 1961-1964.
- Ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE) 1961-1962.
- Ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire au Chili, 1964-1965.
- Ambassadeur, représentant permanent de l'Equateur auprès de l'Office des Nations Unies et des institutions spécialisées à Genève, 1966-1971.
- Ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire au Mexique à partir de novembre 1972.
- Ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Jamaïque depuis mai 1974.

Fonctions exercées dans les organisations et conférences internationales :

- Membre du Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à titre personnel, pendant deux mandats : 1954-1958 et 1958-1962.
- Président de la vingtième Conférence internationale de l'instruction publique, à Genève, en 1957.
- Président du Conseil exécutif du Bureau international d'éducation, 1956-1957.
- A siégé en qualité de membre gouvernemental au Conseil d'administration du Bureau international du Travail pendant deux mandats : 1966-1969, 1969-1972.
- Vice-Président du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, Genève, 1967.

- Vice-Président de la Conférence d'Etats non dotés d'armes nucléaires, Nations Unies, Genève, 1968.
- Président du Groupe des pays en développement dit groupe des "77", 1970.
- Représentant du Conseil d'administration du Bureau international du Travail à la quatorzième Conférence régionale asienne du travail, Bandung, 1970.
- Président de la Troisième Conférence générale de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, Mexico, 1975.

Fonctions ayant trait aux droits de l'homme :

- Membre de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, 1972-1974.
- Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités pendant trois mandats, de 1969 à 1977.
- Rapporteur spécial des Nations Unies pour l'étude de la discrimination à l'égard des populations autochtones, 1971.
- Président de la vingt-neuvième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, Genève, 1976.

Fonctions politiques et administratives :

- Ministre d'Etat, portefeuille de l'instruction publique et des sports, 1952-1954.
- Vice-Président du Sénat, 1960.
- Député, par élection populaire, au Congrès national - 1952.
- Gouverneur de la province du Tungurahua, 1945-1946.
- Membre du Conseil national de l'économie, 1956.
- Directeur de la Banque nationale de développement, 1956.

Publications :

- Secreto profesional médico, Quito, 1953.
- Divers articles à caractère pédagogique concernant le droit international, la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales, publiés dans des quotidiens et des revues de l'Equateur et de l'étranger.

M. ERNESTO NAVARRO RICHARDSON

(Candidature proposée par le Gouvernement nicaraguayen)

Lieu et date de naissance : Matàgalpa (Nicaragua), le 15 juin 1926

Nom des parents : Francisco Navarro Alvarado
Lucía Richardson Ojeda

Etat civil : Marié avec Perla Amador de Navarro

Enfants : Ernesto Antonio, Samuel Enrique, Carlos José et José Rodrigo Navarro Amador

Etudes :

Primaires, au Collège Evaristo Carazo de Matagalpa (de 1933 à 1940). Secondaires : au Collège baptiste de Managua, au Collège centro-américain de Granada, à l'Institut national de Matagalpa, à l'Institut Ramírez Goyena de Managua (de 1941 à 1945). Etudes d'anglais au Pasadena City College (1946). Licencié en sciences politiques et administration publique, Université nationale autonome de Mexico, D.F. (de 1959 à 1964).

Fonctions exercées :

- Président du Conseil local de bienfaisance de Matagalpa (1954-1964)
- Chef politique du département de Matagalpa (décembre 1956 à janvier 1959)
- Président de la première foire de l'élevage à Matagalpa (septembre 1957)
- Président du Comité de la première foire agricole, commerciale et industrielle de Matagalpa (septembre 1958)
- Vice-Ministre de l'économie (de novembre 1965 à novembre 1966)
- Ministre de l'économie (du 1er décembre 1966 au 30 avril 1967)
- Ministre du travail (du 1er mai 1967 au 31 janvier 1970)
- Directeur général de l'Institut national de la sécurité sociale (du 1er mai 1970 à 1972)
- Attaché commercial à l'Ambassade du Nicaragua à Mexico, D.F. (de février 1959 à mai 1961)
- Représentant du Nicaragua à la dix-neuvième réunion du Comité consultatif international du coton à Mexico, D.F. (du 23 mai au 1er juin 1960)
- Représentant du Gouvernement nicaraguayen au dix-neuvième Congrès international de sociologie à Mexico, D.F. (du 31 mai au 6 juin 1960)
- Membre de la délégation du Nicaragua à la dixième réunion du Comité permanent interaméricain de la sécurité sociale, à Mexico, D.F. (1960)
- Représentant suppléant du Nicaragua au séminaire sur la bibliographie, la documentation et l'échange international de publications en Amérique latine, Mexico, D.F. (du 21 novembre au 12 décembre 1960)
- Conseiller commercial de l'Ambassade du Nicaragua à Mexico, D.F. (de 1961 au 5 janvier 1965)

- A deux reprises, chargé de négociations pour l'Ambassade du Nicaragua à Mexico, D.F., en 1963 et en 1964
- Observateur suppléant du Gouvernement nicaraguayen à la Deuxième Conférence de l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE), à Mexico, D.F., en 1962
- Observateur du Nicaragua au Premier Congrès panaméricain sur le droit en matière d'assurances, Mexico, D.F. (du 25 au 29 octobre 1964)
- Observateur du Gouvernement nicaraguayen à la neuvième session ordinaire de la Commission permanente du Pacifique Sud, à Lima (Pérou) (du 10 au 14 janvier 1966)
- Chef de la délégation nicaraguayenne à la Conférence régionale des ministres de l'éducation et des ministres chargés de la planification économique des pays d'Amérique latine et des Antilles, Buenos Aires (Argentine) (du 20 au 30 juin 1966)
- Représentant du Nicaragua à la réunion d'experts de la Commission spéciale de coordination latino-américaine, à Mexico, D.F. (juillet 1966)
- Membre, pour le Nicaragua, du Conseil des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement (BID) en 1967
- Membre, pour le Nicaragua, de la huitième session des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement, Washington, D.C., avril 1967
- Représentant gouvernemental du Nicaragua à la cinquante et unième session de la Conférence internationale du Travail, Genève (Suisse), juin 1967
- Représentant gouvernemental du Nicaragua à la cinquante-deuxième session de la Conférence internationale du Travail, Genève (Suisse), juin 1968
- En qualité de Ministre du Travail, a assisté à la quatrième Réunion sur le travail et la protection sociale de l'Organisation des Etats d'Amérique centrale (ODECA) à Tegucigalpa (Honduras) du 7 au 12 octobre 1968
- Sur l'invitation de l'Agency for International Development (AID), a visité l'Institution de la banque ouvrière de Porto Rico (octobre 1967)
- Représentant gouvernemental du Nicaragua à la cinquante-troisième session de la Conférence internationale du travail, Genève (Suisse), juin 1969
- Invité par le Département d'Etat à se rendre à Washington (D.C.), à New York, à Philadelphie, à Pittsburgh, à Chicago, à Detroit, à Denver, à San Francisco et à Los Angeles (mars et avril 1969). Citoyen d'honneur de Sioux City (Iowa)
- En qualité de Ministre du Travail, a assisté à la troisième Conférence interaméricaine des ministres du travail, Washington, D.C. (du 10 au 17 octobre 1969)
- Sur invitation spéciale du Gouvernement espagnol, s'est rendu en Espagne en 1969
- Représentant en titre de la délégation nicaraguayenne à la dix-septième session ordinaire du Comité permanent interaméricain de la sécurité sociale, Quito (Equateur) (du 16 au 21 août 1971)
- Président de la délégation nicaraguayenne à la cinquante-septième session de la Conférence internationale du travail, Genève (Suisse), juin 1972

- Représentant du Nicaragua à la quatrième Conférence interaméricaine des ministres du travail, Buenos Aires (Argentine) (du 17 au 27 septembre 1972)
- Quatrième session extraordinaire du Conseil supérieur de l'Association des institutions de sécurité sociale d'Amérique centrale et de Panama (AISSCAP) (du 19 au 21 juin 1970)
- Table ronde sur la sécurité sociale en Amérique centrale, San José (Costa Rica) (février 1971)
- Invitation de la sécurité sociale d'El Salvador (juillet 1971)
- Président de la délégation nicaraguayenne à la cinquante-huitième session de la Conférence internationale du Travail (OIT), Genève (Suisse) (6 juin 1973)
- Président de la délégation nicaraguayenne à la cinquante-neuvième session de la Conférence internationale du Travail (OIT), Genève (Suisse) (du 3 au 28 juin 1974)
- Président de la délégation nicaraguayenne à la dixième Conférence des Etats américains membres de l'OIT, Mexico, D.F. (du 26 novembre au 5 décembre 1974)
- Ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Nicaragua auprès du Gouvernement des Etats-Unis du Mexique (2 avril 1975)
- Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (Nations Unies)

Distinctions :

- Nommé Grand-Croix du mérite civil par le Gouvernement espagnol, à Managua, D.N. (Nicaragua) (8 mai 1970)
- Décoré de l'Ordre de Rubén Darío, Grand-Croix, plaque d'argent (27 avril 1972) par le Gouvernement nicaraguayen.

M. ERIK NETTEL

(Candidature proposée par le Gouvernement autrichien)

Date de naissance : 18 avril 1928 à Vienne

| | |
|---|---|
| 1952 | Docteur en droit de l'Université de Vienne |
| 1952/53 | Stages dans divers tribunaux à Vienne |
| 1954/60 | Fonctionnaire au Service du contentieux de l'Etat (Finanzprokuratur) |
| 1958 | Avocat |
| 1960/64 | Ministère des finances, Département des règlements financiers internationaux |
| 1964 | Conseiller juridique adjoint au Ministère fédéral des affaires étrangères |
| 1965 | Membre du deuxième Colloque international sur la Convention européenne des droits de l'homme |
| | Membre de la délégation du Gouvernement autrichien à la vingt et unième Conférence de la Croix-Rouge internationale |
| De 1965 à 1976 | Membre de divers comités d'experts du Conseil de l'Europe et représentant de l'Autriche au Comité européen de coopération juridique |
| | Agent du Gouvernement fédéral autrichien dans tous les débats de la Commission européenne des droits de l'homme et du Tribunal européen des droits de l'homme |
| De 1965 à 1972 | Représentant de l'Autriche à la Troisième Commission et, le cas échéant, à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (de la vingtième à la vingt-sixième sessions). Représentant suppléant de l'Autriche à l'Assemblée générale (aux vingt-sixième et vingt-septième sessions) |
| De 1966 à ce jour | Membre de la Commission des examens de l'Etat à l'Université de Vienne; discipline : droit international |
| De 1966 à 1975 | Membre de la délégation autrichienne à la Commission permanente et Président adjoint de la délégation autrichienne au Comité de conciliation, ces deux organes étant établis en vertu du Traité de finances et de compensation conclu entre la République autrichienne et la République fédérale d'Allemagne |
| 1967 | Vice-Président de la Troisième Commission à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies |
| 1967-1968 | Membre du Comité autrichien de coordination pour la préparation de l'Année internationale des droits de l'homme |
| 1968-1969 | Membre de la délégation autrichienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités |

| | |
|---|---|
| 1968 | Chef de la délégation autrichienne à la Conférence internationale des droits de l'homme à Téhéran |
| | Président de la Troisième Commission à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies |
| De 1969 à 1977 | Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités; Vice-Président en 1971 et en 1976 |
| 1969 | Conseiller juridique principal au Ministère des affaires étrangères; Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire |
| De 1969 à 1972 | Agent du Gouvernement fédéral autrichien dans les débats du Tribunal d'arbitrage relatifs à l'interprétation du Traité de finances et de compensation conclu entre la République autrichienne et la République fédérale d'Allemagne |
| 1970 | Membre du Troisième Colloque international sur la Convention européenne des droits de l'homme |
| | Représentant de l'Autriche à la dix-septième conférence de l'OACI |
| 1970-1971 | Président par intérim du Comité autrichien de coordination pour la préparation de l'Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale |
| 1971 | Président de la Conférence de plénipotentiaires pour l'adoption du Protocole sur les substances psychotropes |
| 1971-1972 | Représentant de l'Autriche au Sous-Comité juridique du Comité des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique |
| 1971 | Représentant de l'Autriche à la dix-huitième Conférence de l'OACI |
| | Participant à la Conférence parlementaire sur les droits de l'homme à Vienne |
| 1972 | Président du Colloque multidisciplinaire sur la pharmacodépendance organisé par le Conseil de l'Europe |
| | Président du Séminaire des Nations Unies sur les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique |
| 1973 | Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire |
| De 1973 à 1975 | Membre de la commission (autrichienne) chargée d'étudier les problèmes de la minorité slovène en Carinthie |
| 1975 | Chef de la délégation autrichienne à la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales; président de la Commission plénière de la Conférence. |

| | |
|---|---|
| 1975 | Représentant du Gouvernement fédéral autrichien au Groupe d'experts chargé d'étudier le projet de convention sur l'asile territorial, et président de ce Groupe |
| 1975 | Membre du Quatrième Colloque international sur la Convention européenne des droits de l'homme |
| 1976/77 | Chef de la délégation autrichienne au Comité intergouvernemental plénier chargé de rédiger l'acte constitutif de l'ONUDI en tant qu'institution spécialisée |
| 1976 | Représentant permanent de l'Autriche auprès de l'Office des Nations Unies et des institutions spécialisées à Genève |
| 1976 | Chef de la délégation permanente de l'Autriche à l'Association européenne de libre échange (AELE) |
| 1977 | Chef de la délégation autrichienne à la Conférence des Nations Unies sur l'asile territorial, vice-président de la Commission plénière |
| 1977 | Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale |
| 1977 | Coprésident de la délégation autrichienne au Conseil économique et social |
| 1977 | Chef de la délégation autrichienne aux négociations en vue d'un accord de libre échange entre les pays membres de l'AELE et l'Espagne |

Membre des associations suivantes :

"Oesterreichischer Juristentag";
Association autrichienne pour la politique étrangère et les relations internationales
Association allemande de droit international
Association de droit international, section autrichienne

M. KWADWO FAKA NYAMEKYE

(Candidature proposée par le Gouvernement ghanéen)

Date de naissance : 28 avril 1941

Etudes :

1965 - Bachelor of Arts (mention), Université du Ghana, Legon, Accra.

1966 - Diplôme d'études supérieures en administration publique, Institut d'administration publique, Greenhill, Achimota, Accra.

1969 - Cours de formation à la diplomatie, organisé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Dakar et Paris.

Fonctions actuelles :

Conseiller de la mission permanente du Ghana auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York.

Fonctions antérieures :

Administrateur du district de Lawra, dans la région septentrionale du Ghana (1966-1967).

Secrétaire adjoint au Ministère des affaires étrangères, Accra (1968-1970).

Premier secrétaire et Chef de la Chancellerie, Haut Commissariat du Ghana à Kampala, Ouganda (1970-1973).

Directeur adjoint du Département des relations économiques, Ministère des affaires étrangères, Accra (1973-1974).

Adjoint personnel du Secrétaire principal, Ministère des affaires étrangères, Accra (1974-1976).

Directeur par intérim du Bureau des organisations et des conférences internationales, Ministère des affaires étrangères, Accra (1976-1977).

A été membre de la délégation ghanéenne à la dixième session ordinaire de la Conférence des ministres africains du travail, qui s'est tenue à Kampala, en mars 1972.

Membre de la délégation ghanéenne à la trente et unième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies; délégué suppléant à la Quatrième Commission.

Membre de la délégation ghanéenne à la trente-deuxième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies; délégué à la Troisième Commission.

M. GONZALO ORTIZ MARTIN

(Candidature proposée par le Gouvernement costa-ricien)

1908 Né à Cartago (Costa Rica) le 28 juin.

1928 Diplôme de droit de la Faculté de droit du Costa Rica.

1929 Le 10 décembre, a obtenu le titre d'avocat, Université du Costa Rica.

1931 Professeur d'éducation civique et d'histoire générale au Collège de San Luis Gonzaga, à Cartago.

1936 A obtenu le titre de professeur d'Etat.

1938 Membre titulaire de l'Ecole de droit et professeur suppléant d'histoire du droit.

1941 Professeur suppléant de droit international privé.

1941 Cours sur la législation des eaux à la Faculté de génie civil de l'Université du Costa Rica.

1944 Professeur de droit international privé à la Faculté de droit de l'Université du Costa Rica.

1940 Secrétaire de l'Ambassade du Costa Rica au Mexique.

1942 Conseiller juridique principal du Département des eaux du Service national de l'électricité.

1949 Membre de l'Assemblée nationale constituante et secrétaire de celle-ci.

1949 Député à l'Assemblée législative et secrétaire de celle-ci.

1950 Délégué spécial de l'Assemblée législative du Costa Rica au Sénat de Rome (Italie).

1953 Ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Argentine et au Chili.

1958 Ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant permanent du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies.

1959/1960 Président de la délégation costa-ricienne au Conseil économique et social (neuvième, dixième et onzième sessions).

1960 Président de la Sixième Commission à la quinzième session de l'Assemblée générale.

1961 A exercé la Vice-Présidence du Costa Rica pendant la seizième session de l'Assemblée générale.

1961 Président du Groupe latino-américain à l'Organisation des Nations Unies alors qu'il exerçait la vice-présidence du Costa Rica.

1965 Représentant de l'Ordre des avocats du Costa Rica au Séminaire des écoles de droit, Miami, Floride.

1969 Membre de la délégation costa-ricienne à la réunion de l'OEA sur les droits de l'homme où a été rédigée la Convention interaméricaine des droits de l'homme, du 7 au 22 novembre, à San José (Costa Rica).

1970 Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sous toutes ses formes et Vice-Président de ce comité.

1972 Elu pour la sixième fois par l'Assemblée législative comme magistrat suppléant à la Cour suprême de justice.

1973 Réélu membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

1975 Elu par la Commission des droits de l'homme réunie en sa trente et unième session membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

1975 Président de la délégation costa-ricienne à la Conférence spécialisée du droit international privé qui s'est tenue à Panama.

1975 Désigné par l'Université de Strasbourg comme professeur à la Conférence universitaire sur les droits de l'homme organisée à San José (Costa Rica).

1975 Conseiller de la délégation costa-ricienne à la Conferencia de Cancilleres para reformar el TIAR, San José (Costa Rica).

M. SYED SHARIFUDDIN PIRZADA

(Candidature proposée par le Gouvernement pakistanais)

Senior Advocate à la Cour suprême du Pakistan.

Né le 12 juin 1923.

A terminé ses études de droit en 1945.

Professeur à la Faculté de droit musulman du Sind, à Karachi, de 1947 à 1955.

Conseiller auprès de la Commission chargée de l'élaboration de la Constitution du Pakistan, 1961.

Président de la Commission chargée de l'élaboration du droit des sociétés, 1962.

Président de l'Association de droit international (Section du Pakistan) de 1964 à 1966.

Attorney General du Pakistan de 1965 à 1966 et à nouveau de 1968 à 1971.

Ministre des affaires étrangères du Pakistan de 1966 à 1968.

Président du Comité consultatif juridique afro-asiatique, 1969.

Président du Conseil de l'Ordre des avocats du Pakistan de 1968 à 1971.

Membre de la Commission sur les voies d'eau internationales de l'Association de droit international.

Membre de la Commission des droits de l'homme de l'Association de droit international.

A présidé la délégation pakistanaise à la Conférence des Premiers Ministres du Commonwealth, 1966.

A présidé la délégation pakistanaise aux sessions de 1966 et de 1967 de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi qu'à la session d'urgence convoquée en raison de la situation au Moyen-Orient.

A représenté le Pakistan à la Conférence de l'Association de droit international à Hambourg en 1968.

A présidé la délégation pakistanaise aux sessions annuelles du Comité juridique consultatif afro-asiatique à Karachi en 1969, à Accra en 1970 et à Colombo en 1971.

A présidé la délégation pakistanaise à la Conférence des juristes du Commonwealth et a pris part aux débats sur les droits de l'homme et les minorités.

A présidé la délégation pakistanaise à la Conférence des Ministres de la Justice du Commonwealth, 1971.

Elu membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, 1972.

Elu rapporteur de la vingt-sixième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

Elu membre pour l'année 1974 du Groupe de travail des Cinq chargé d'examiner les communications relatives aux violations des droits de l'homme.

Elu Vice-Président de la vingt-septième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

Elu membre du Groupe de travail des Cinq pour l'année 1976.

Elu Vice-Président de la vingt-neuvième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

Désigné, pendant la vingt-neuvième session de la Sous-Commission, comme membre du Groupe de travail des Cinq pour l'année 1977.

Nommé Attorney General du Pakistan en juillet 1977.

Elu Président de la trentième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

Auteur de plusieurs ouvrages, dont notamment les suivants :

i) Fundamental Rights and Judicial Remedies in Pakistan

ii) Evolution of Pakistan (traduit en plusieurs langues, y compris l'arabe).

iii) Foundation of Pakistan, 2 volumes.

Mme NICOLE QUESTIAUX

(Candidature proposée par le Gouvernement français)

Maître des requêtes au Conseil d'Etat.

Née le 19 décembre 1930 à Nantes.

Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris.

Ancienne élève de l'Ecole nationale d'administration (1953-1955).

En France : Dans le cadre de l'établissement du sixième plan :

- A présidé, en 1969, l'intergroupe pour l'étude des problèmes relatifs aux personnes âgées;
- A publié les oeuvres suivantes :
  - Le contrôle de l'administration et la protection des citoyens (en collaboration avec Guy Braibant et Céline Wiener, 1973);
  - Traité du social, situation, luttes politiques, institutions (en collaboration avec Jacques Fournier, 1976).

Aux Nations Unies : A été élue Président de la vingt-huitième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (25 août-12 septembre 1975).

M. WALEED M. SADI

(Candidature proposée par le Gouvernement jordanien)

Date de naissance : 19 août 1937

Lieu de naissance : Jérusalem (Jordanie)

Etudes :

Licence de sciences économiques, Southern Methodist University, Dallas, Texas.

Doctorat de l'Ecole de droit de l'Université de Chicago.

Affiliation :

Membre de l'Ordre des avocats jordaniens.

Fonctions exercées :

| | |
|---|---|
| 1964-1967 | Premier Secrétaire<br>Mission jordanienne auprès de l'ONU<br>New York |
| 1968 | Conseiller<br>Ambassade de Jordanie<br>Washington |
| 1969 | Ministre-Conseiller<br>Ambassade de Jordanie<br>Moscou |
| 1970 | Professeur adjoint<br>Loyola College<br>Montréal |
| 1971-1973 | Ministre<br>Ambassade de Jordanie<br>Londres |
| 1973-1974 | Ministre<br>Ambassade de Jordanie<br>Paris |
| 1974-1975 | Directeur du Département des organisations internationales<br>Ministère des affaires étrangères<br>Amman |
| 1975 | Ambassadeur-Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève |
| 1975-1978 | Membre de la Commission des droits de l'homme |

Publication

Elements of socialism in Islam.

M. MARC SCHREIBER

(Candidature proposée par le Gouvernement belge)

De nationalité belge; né le 5 septembre 1915, Docteur en droit (1938), licencié en sciences politiques et candidat en philosophie et lettres (histoire) de l'Université libre de Bruxelles; avocat à Bruxelles et associé scientifique de l'Institut de sociologie Solvay (1938-1940); Attaché au Cabinet et ff. de Chef de Cabinet du Ministre des affaires étrangères et de l'information de Belgique (1941-1943); Jurisconsulte adjoint du Ministère des affaires étrangères de Belgique et Chargé de mission du Service des questions de règlement de la paix et de l'Organisation internationale (1943-1945); Chef associé de la Section juridique et Chef de la Section de rédaction et de coordination de la Commission préparatoire des Nations Unies (1945); Conseiller juridique au Secrétariat des Nations Unies (1946); Senior Legal Adviser (1948); Directeur adjoint du Département juridique (1953-1966); Directeur du Centre d'information des Nations Unies à Paris (1960-1961); Directeur de la Division des droits de l'homme des Nations Unies (1966-1977); Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (depuis 1977).

Il a exercé les fonctions de conseiller juridique de la plupart des organes des Nations Unies et celles de secrétaire ou de représentant du Secrétaire général à de nombreuses réunions et conférences tenues sous l'égide des Nations Unies. Il a également rempli un certain nombre de missions spéciales de caractère politique et juridique.

Comme Directeur de la Division des droits de l'homme, il a représenté le Secrétaire général des Nations Unies aux réunions des organes des Nations Unies, y compris la Commission des droits de l'homme et sa Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ainsi qu'à des conférences et des séminaires qui ont traité des questions de protection et de promotion des droits de l'homme. C'est ainsi qu'il a représenté le Secrétaire général à la Troisième Commission de l'Assemblée générale pendant l'adoption des Pactes des Nations Unies sur les droits de l'homme et d'autres instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme. En 1968, il a été responsable des activités ayant trait à l'Année internationale des droits de l'homme et a été le secrétaire exécutif de la Conférence internationale des droits de l'homme qui s'est tenue, au cours de cette année, à Téhéran. Il a aussi participé comme représentant du Secrétaire général ou à titre personnel à un grand nombre de conférences internationales tenues en dehors du cadre des Nations Unies.

Il a donné des cours et conférences à l'Université libre de Bruxelles, aux universités de Cambridge, Columbia, California à Berkeley, à l'Institut des sciences politiques de Paris, à l'Institut des relations internationales de Moscou, à la Faculté internationale pour l'enseignement du droit comparé à Strasbourg et à l'Académie de droit international de La Haye.

Il est également l'auteur de nombreuses publications dans le domaine du droit international public et des droits de l'homme, notamment "La pratique récente des Nations Unies dans le domaine de la protection des droits de l'homme", Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, volume II-1975.

M. TAKI OULD SIDI

(Candidature proposée par le Gouvernement mauritanien)

Né en 1937 à Nouadhibou (Mauritanie).

Etudes primaires et secondaires en Mauritanie, stage de formation supérieure en France.

- Directeur du centre professionel à Nouadhibou 1960-1963

- Directeur adjoint du protocole au Ministère des affaires étrangères 1963-1964

- Conseiller à l'Ambassade de Mauritanie à Dakar 1964-1966

- Conseiller à l'Ambassade de Mauritanie à Bonn 1966-1967

- Conseiller à la Mission permanente de la Mauritanie auprès des Nations Unies, représentant à la Deuxième Commission 1967-1969

- Directeur du protocole à la présidence de la République 1970-1976

- Depuis 1976 - Ambassadeur de Mauritanie en République fédérale allemande et auprès des pays nordiques, représentant de la Mauritanie à la Sous-Commission sur les mesures discriminatoires et la protection des minorités

M. Taki O. Sidi est célibataire.

M. L.M. SINGHVI

(Candidature proposée par le Gouvernement indien)

B.A., LL.B., licencié en droit (Master of Laws) (Harvard), docteur en droit (Doctor of the Science of Law) (Cornell), NYAYA VACHASPATI (Honoris causa)

Avocat principal à la Cour suprême de l'Inde, auteur, juriste et expert en droit constitutionnel.

Etudes à Cambridge, à l'Ecole de droit de Harvard - licencié en droit (1953) - et à Cornell - docteur en droit (1955) - fait partie du corps de professeurs et de chercheurs de l'Université de Californie à Berkeley.

Elu au Troisième Lok Sabha (Parlement) (1962-67) comme membre indépendant.

Avocat général au Rajasthan pendant cinq ans.

Président-fondateur de l'Institute of Constitutional and Parliamentary Studies (1965).

Président de la Commonwealth Legal Education Association, Londres.

Président du World Colloquium on Legal Aid, Londres, 1976.

Ancien membre du conseil d'administration de l'International Legal Centre, New York.

Président de la National Federation of UNESCO Associations in India.

Professeur honoraire des universités de Delhi et d'Andhra.

Président de la Plenary Session of Commonwealth Law Conference (Edinburgh) on Law Officers, Prosecutors and Defenders.

Directeur de "Samachar" depuis 1977.

A fait les premiers cours sur le "Sécularisme" en mémoire de Jawaharlal Nehru à l'Université hindoue de Bénarès.

A prononcé des discours aux assemblées des universités du Punjab, du Meerut et d'Agra.

Membre du Governement of India Committee on Broadcasting and Information Media (1964-67).

Ancien vice-président de l'Association du barreau de la Cour suprême.

Ancien président du Parliamentary Sub-Committee on Ombudsman - Lok Pal.

Secrétaire général de l'Indian National Committee of the International Association of Legal Science.

A présidé les délibérations de l'Asian Federation of UNESCO Association (1976).

Auteur ou directeur des publications suivantes :

Law and the Commonwealth
Horizons of Freedom
Parliament and Constitutional Amendment
Elections and Electoral Reforms in India
Devaluation of the Rupee and its Implications and Consequences
Oitizenship of India
Frontier Gandhi.

M. ARSENE ASSOUAN USHER

(Candidature proposée par le Gouvernement ivoirien)

Ancien Ministre des affaires étrangères de la République de Côte d'Ivoire.

M. USHER est né le 24 octobre 1930 à Grand Lahou, Licencié en droit, Avocat à la Cour d'appel d'Abidjan, ancien Attaché de Cabinet de M. Houphouet Boigny, alors Ministre-délégué, puis Ministre d'Etat du Gouvernement de la République française.

Ancien Directeur-adjoint de la Caisse de compensation et des prestations familiales de la Côte d'Ivoire.

Elu Conseiller territorial de Grand Lahou le 31 mars 1957, Député à l'Assemblée constituante du 4 décembre 1958 au 12 avril 1959.

Elu Député à l'Assemblée législative et Conseiller général de la 4ème Circonscription le 12 avril 1959.

Vice-Président de l'Assemblée législative de 1959 au 27 novembre 1969.

Membre de la Délégation de la Côte d'Ivoire à la 15ème session de l'Assemblée générale de l'ONU (septembre à décembre 1969).

Il présente ses lettres de créances en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la République de Côte d'Ivoire auprès de l'ONU du 25 mars 1961 au 21 janvier 1966.

Il représente la Côte d'Ivoire au Conseil de sécurité du 1er janvier 1964 au 31 décembre 1965.

Il assure la Présidence du Conseil de sécurité pendant deux mois.

Ministre des affaires étrangères du 21 janvier 1966 au 20 juillet 1977.

Auteur des trois essais suivants :

- L'oeuvre déterminante du Président Houphouet Boigny dans la décolonisation.
- Le Président Houphouet Boigny et l'unitarisme africain.
- La Côte d'Ivoire au service de l'Afrique et de la paix.

M. USHER est membre du Rassemblement démocratique africain (RDA) et membre du Bureau politique du PDCI-RDA depuis septembre 1965.

M. USHER est titulaire des déclarations suivantes :

- Grand Officier de l'Ordre national de Côte d'Ivoire
- Grand Officier de la Légion d'honneur (France)
- Grand Croix de la République fédérale d'Allemagne
- Grand Croix de l'Ordre du Libéria
- Grand Croix de la République tunisienne
- Grand Officier du Cameroun
- Grand Officier de l'Ordre du Tchad
- Grand Officier de l'Ordre du Gabon
- Grand Croix de la République de Chine nationaliste
- Grand Officier du Mérite de la République du Congo
- Commandeur de l'Ordre de la République islamique de Mauritanie.

M. USHER est marié et père de six enfants.

Mme HALIMA EMBAREK WARZAZI

(Candidature proposée par le Gouvernement marocain)

- Née à Casablanca le 17 avril 1933
- Juin 1957 : Licenciée ès lettres
- Novembre 1957 : Fonctionnaire aux affaires étrangères
- Août 1959 à septembre 1961 : Attachée culturelle à Washington
- Septembre 1962 à octobre 1963 : Attachée de cabinet du Ministre de la santé et Chargée de la Division de l'assistance sociale
- Depuis 1964 à ce jour : Attachée de cabinet du Ministre des affaires étrangères
- Septembre 1966 : Présidente de la Commission des questions sociales humanitaires et culturelles de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa XXIème session
- Février 1968 : Membre du Conseil national et de la promotion nationale
- Mai 1968 : Membre de la délégation marocaine à la Conférence internationale des droits de l'homme de Téhéran
- Mai 1968 : Représentante du Maroc à la Commission de la condition de la femme pour une période de trois ans
- Février 1969 : Membre de la délégation marocaine à la 24ème session de la Commission des droits de l'homme
- Juin 1971 : Membre de la délégation marocaine à la 8ème Conférence au sommet de l'OUA
- Juin 1972 : Membre de la délégation marocaine à la 9ème Conférence de l'OUA
- Membre de la délégation marocaine à l'Assemblée générale des Nations Unies de 1959 à 1960 et de 1964 à 1974
- Elue membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en avril 1973
- Elue membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en janvier 1974
- Nommée membre de la Commission de la Fonction publique internationale le 17 décembre 1974

M. BENJAMIN CHARLES GEORGE WHITAKER

(Candidature proposée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités depuis 1975

Président du Groupe de travail sur l'esclavage de l'Organisation des Nations Unies (1976/77)

Date de naissance : 15 septembre 1934

Etudes : Eton; New College, Oxford; inscrit au barreau, Inner temple

Carrière :

| | |
|---|---|
| 1959-1967 | A exercé la profession d'avocat |
| 1960-1969 | Vice-Président du Fonds Danilo Dolci |
| 1966-1970 | Membre du Parlement (travailliste), Hampstead |
| 1963-1964 | Chargé de cours de droit à l'Université de Londres |
| 1966 | Secrétaire privé du Ministre de l'habitat et de l'administration locale |
| 1969-1970 | Sous-Secrétaire d'Etat, Ministère du développement d'outre-mer |
| 1974-1976 | Membre du Goodman Committee on Charity Law-Reform<br>Membre du Conseil du Collège universitaire de l'Université de Londres<br>Président de la Defence of Literature and Arts Society et membre du City Poverty Committee |
| Depuis 1971 | Directeur du Minority Rights Group |

Publications : The Police, 1964; (éditeur) A Radical Future, 1967; Crime and Society, 1967; Participation and Poverty, 1968; Parks for People, 1971; (éditeur) The Fourth World, 1972; The Foundations, 1974. Directeur général de la série parue en 7 volumes et intitulée Sources for Contemporary Issues, 1973-1975

M. BASIL YUSSIF

(Candidature proposée par le Gouvernement irakien)

- Né en 1936

- Diplômé en droit de l'Université de Damas (1963)

- Depuis l'obtention de son diplôme exerce la profession d'avocat

- Actuellement Conseiller juridique auprès du Conseil supérieur de la révolution

- A participé à diverses conférences internationales et régionales et aux travaux de divers organes sur les droits de l'homme

- A représenté l'Irak à la trentième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

- Chargé de cours sur les droits de l'homme à l'Institut diplomatique du Ministère des affaires étrangères

Annexe II

LISTE DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES ELUS LE 6 MARS 1975

| | |
|---|---|
| M. Wisam Al-Zahawi | (Irak) |
| M. Bali Ram Bhagãt | (Inde) |
| M. Abdelwahab Bouhdiba | (Tunisie) |
| M. Th. C. van Boven[3/] | (Pays-Bas) |
| M. Francesco Capotorti[3/] | (Italie) |
| M. Beverly Carter, Jr. | (Etats-Unis d'Amérique) |
| M. Aureliu Cristescu | (Roumanie) |
| M. I.D.J. Durlong | (Nigéria) |
| M. Manouchehr Ganji | (Iran) |
| M. Branimir M. Janković | (Yougoslavie) |
| Mme Renu Jotidilck | (Thaïlande) |
| M. Ahmed Khalifa | (Egypte) |
| Mme Kezia Njeri Egeria Kinyanjui | (Kenya) |
| M. Antonio Martínez Báez | (Mexique) |
| M. José Martínez Cobo | (Equateur) |
| M. Ernesto Navarro Richardson | (Nicaragua) |
| M. Erik Nettel | (Autriche) |
| M. Gonzalo Ortiz Martín | (Costa Rica) |
| Mme Turkia Ould Daddah | (Mauritanie) |
| M. José Joaquín Caicedo Perdomo | (Colombie) |
| M. Sharifuddin Pirzada | (Pakistan) |
| Mme Nicole Questiaux | (France) |
| M. Kofi Sekyiamah | (Ghana) |
| M. Freddie A. Short | (Sierra Leone) |
| M. Sergey N. Smirnov | (Union des Républiques socialistes soviétiques) |
| M. Benjamin Whitaker | (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) |

3/ En raison de la démission de M. van Boven et de M. Capotorti, la Commission des droits de l'homme a élu à sa 1425ème séance, le 10 mars 1977, M. Marc Schreiber (Belgique) et M. Antonio Cassese (Italie) membres de la Sous-Commission pour un an, période du mandat restant à courir.